



Un coup de main aux parents: vie familiale et travail

Entretien avec László Andor, commissaire responsable de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion

Allez-vous de mieux en mieux? Tendances de la qualité de la vie entre 2003 et 2009

De la marge pour l'amélioration: évaluation des services publics et de la société

Entretien avec Fintan Farrell, directeur du Réseau européen de lutte contre la pauvreté

Migrants: renforcer le sentiment d'appartenance

Comment allez-vous? La qualité de la vie en Europe





2 Éditorial



3 Un coup de main aux parents: vie familiale et travail



5 Qu'est-ce qui fait le bonheur?



7 Entretien: László Andor, commissaire responsable de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion

8 L'exclusion sociale en Europe, vue de l'extérieur



10 Allez-vous de mieux en mieux? Tendances de la qualité de la vie entre 2003 et 2009

12 De la marge pour l'amélioration: évaluation des services publics et de la société



14 Quand le travail ne paie pas: aider les travailleurs pauvres

15 Fintan Farrell, directeur du Réseau européen de lutte contre la pauvreté



16 Migrants: renforcer le sentiment d'appartenance

17 Partenaires sociaux et qualité de vie: messages ambivalents

Ce numéro de *Foundation Focus* se penche sur les résultats d'enquêtes européennes sur la qualité de la vie, et ce qu'ils révèlent sur la politique de cohésion économique et sociale -dans l'Union, dans les États membres, entre différents groupes de citoyens européens-, ainsi que sur les effets de la crise économique. Chaque numéro a pour objectif d'explorer un aspect important de la politique sociale et économique, et de contribuer au débat sur des questions clés ayant une influence sur les conditions de vie et de travail en Europe.

Vous pouvez vous abonner en ligne à l'adresse suivante:
www.eurofound.europa.eu/publications/focusform.htm

Éditorial

Alors que la stratégie Europe 2020 vise à mettre en place des conditions permettant à l'Europe de devenir plus inclusive, les effets de la crise économique continuent encore clairement à influencer et modifier la qualité de vie des citoyens des 27 États membres de l'Union européenne. Les coupes claires opérées dans les dépenses publiques et les services sociaux ont des répercussions immédiates sur les citoyens les plus vulnérables, et les effets structurels à long terme qui frappent la société en termes de cohésion sociale et d'exclusion sont particulièrement préoccupants. Naturellement, comme le souligne dans ce numéro le directeur du Réseau européen de lutte contre la pauvreté, Fintan Farrell, la pauvreté, qui est l'une des cibles principales de la stratégie Europe 2020, trouve son origine dans des inégalités profondément ancrées: une répartition inéquitable des ressources et des revenus. Également interrogé dans ce numéro de *Foundation Focus*, László Andor, le commissaire responsable de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, signale que les coupes claires opérées dans les services publics risquent de creuser encore davantage le fossé qui existe dans la société, au lieu de renforcer la cohésion sociale. Il semble dès lors que le suivi de l'évolution dans ce domaine sera essentiel pour veiller à ce que les objectifs fixés dans la stratégie Europe 2020 en termes de réduction de la pauvreté et de renforcement de la cohésion sociale soient effectivement atteints, tandis que l'Europe tente de sortir de la récession. Dans ce contexte, il devient de plus en plus évident que les indicateurs économiques, comme par exemple le PIB, sont des instruments importants mais inadéquats pour mesurer le bien-être des pays. Une approche plus globale pour observer cette réalité complexe doit tenir compte non seulement des conditions économiques, mais aussi des conditions sociales et environnementales. Ces considérations sont au cœur de plusieurs initiatives prises récemment par l'OCDE et la Commission européenne, dont la nouvelle stratégie Europe 2020 qui accorde «la priorité aux personnes», et le rapport de la commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, commission instituée par le président Sarkozy. Eurofound entend contribuer à ce processus crucial grâce aux données collectées par le biais de son enquête européenne sur la qualité de la vie, qui permettent de se faire une idée des tendances et des évolutions entre 2003 et 2007 et - à partir de questions posées dans le cadre d'un sondage Eurobaromètre - des modifications survenues jusqu'en septembre 2009.

Foundation Focus est publié par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound), Wyattville Road, Loughlinstown, Dublin 18, Irlande. Eurofound est un organe autonome de l'Union européenne, institué par le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil du 26 mai 1975.

Rédacteur en chef: **Mary McCaughey** | Directeur: **Jorma Karppinen** |
 Directeur adjoint: **Erika Mezger**
 Langue originale: anglais

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail
 Wyattville Road | Loughlinstown | Dublin 18 | Irlande
 Tél: (+353 1) 204 31 00 | Fax: (+353 1) 282 42 09 | 282 64 56
 Courriel: information@eurofound.europa.eu | Site internet: www.eurofound.europa.eu

Un coup de main aux parents: vie familiale et travail



Dans notre monde trépidant, le temps est devenu une denrée rare et précieuse: pensez simplement à l'expression «pauvre en temps» et à tout ce qu'elle implique. Le fait de disposer de suffisamment de temps pour atteindre ses objectifs professionnels et personnels - élever des enfants, prendre soin de parents âgés, maintenir les contacts sociaux et familiaux - est un élément crucial d'une bonne qualité de vie. Cependant, l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS 2007) révèle que l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée demeure un objectif difficile à atteindre pour bon nombre de travailleurs européens. Près de la moitié des citoyens occupant un emploi salarié (en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale, et dans les pays candidats) déclarent rentrer, au moins quelques fois par mois, trop fatigués pour s'occuper des tâches ménagères, tandis que plus d'un quart (principalement dans les pays nordiques, les pays du Benelux et en France) disent avoir des difficultés à s'acquitter de leurs responsabilités familiales en raison de la quantité de temps qu'ils passent au travail.

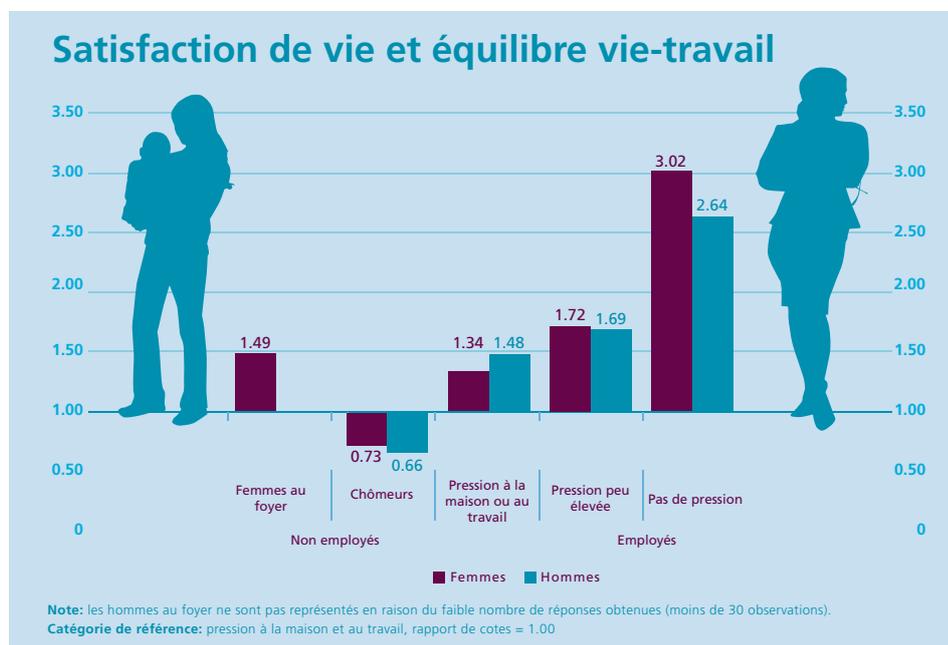
Les travailleurs sont les plus heureux dans l'ensemble

Néanmoins, résoudre le conflit entre obligations professionnelles et familiales en abandonnant travail et famille n'est visiblement pas une solution, comme le montre clairement l'EQLS. L'enquête révèle que les personnes disposant d'un emploi et d'une famille sont les plus heureuses. Que nous nous plaignions ou non de devoir aller au travail, il semble que les Européens disposant d'un emploi soient davantage satisfaits de leur vie que ceux n'en possédant pas. Il apparaît également que les personnes qui vivent avec un partenaire, avec des enfants, et qui peuvent compter sur un soutien familial, sont plus heureuses que les personnes sans enfants, sans partenaire, ou qui ne peuvent compter sur aucun soutien de

la part de leur famille ou de leurs amis. Les parents isolés sont ceux qui expriment le niveau de satisfaction le plus bas. Même les personnes ayant des difficultés à concilier vie professionnelle et vie privée sont davantage satisfaites de leur vie que les personnes sans emploi. Moins il y a de conflit entre leur vie professionnelle et leur vie familiale, plus elles sont heureuses. Cette observation s'applique aussi bien aux hommes qu'aux femmes, mais pas dans la même mesure. Les femmes assumant encore l'essentiel des responsabilités domestiques, il n'est peut-être pas surprenant que les femmes qui travaillent hors de chez elles et éprouvent des difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale, tendent à être moins satisfaites de leur vie que les femmes travaillant uniquement à la maison. Cependant, les femmes qui ont un emploi et ne rencontrent pas (ou peu) de difficultés à concilier responsabilités domestiques et responsabilités professionnelles sont les plus satisfaites de toutes (voir le graphique ci-dessous).

Le travail à temps partiel: des avantages et des inconvénients

Comme le montre le graphique, la situation idéale est atteinte lorsque ni les obligations professionnelles, ni les obligations domestiques n'entraînent une charge trop lourde. Ici aussi, l'EQLS montre que toutes les familles tendent à prendre des décisions professionnelles en faveur d'un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée. La réduction du temps de travail est naturellement une option possible, et les chiffres indiquent que le travail à temps partiel est en hausse. Aujourd'hui, près de 20 % des travailleurs européens travaillent à temps partiel, et 80 % de ceux-ci sont des femmes. Elles choisissent généralement cette voie afin de pouvoir assumer leurs obligations domestiques. Par conséquent, ce sont principalement les femmes qui sont confrontées aux inconvénients que peut comporter ce mode de travail. L'étude d'Eurofound sur les pratiques des entreprises



Source : EQLS 2007



a révélé que quand un travailleur est passé au temps partiel, le retour à une activité à temps plein n'est pas toujours possible. Ces personnes versent dès lors moins de cotisations sociales au cours de leur carrière et leurs pensions sont donc plus basses. En outre, le travail à temps partiel peut avoir un effet négatif sur la carrière: ce mode de travail est rarement pratiqué aux échelons supérieurs de la hiérarchie (à l'exception des Pays-Bas, où le travail à temps partiel est plus fréquent).

Une approche plus flexible de l'aménagement du temps de travail peut également être une solution. Un temps partiel plus long permettrait à ces personnes d'être plus disponibles pour leur travail et d'éviter certains des inconvénients qui y sont associés. Par exemple, le système d'horaire flexible basé sur un modèle de 40 heures par semaine permettrait aux travailleurs d'adapter leurs heures d'arrivée et de départ en fonction de leurs obligations familiales, et un système de comptabilisation des heures de travail permettrait de «capitaliser» les éventuelles heures supplémentaires pour pouvoir les «dépenser» ultérieurement.

Du temps libre pour les parents

Le congé parental a été institué dans le but de venir en aide aux parents qui travaillent. Il

est également censé contribuer à réduire les inégalités entre les sexes, en permettant aussi bien aux hommes qu'aux femmes de prendre soin de leurs enfants. Cependant, puisqu'il équivaut également à une interruption de carrière, il risque en fait de renforcer les inégalités si ce sont principalement les femmes qui y ont recours. Par ailleurs, le congé parental varie grandement en termes de durée, de flexibilité et de rémunération. Dans certains États membres, il n'est pas rémunéré; dans les autres, le pourcentage du salaire payé varie. Par conséquent, de nombreux parents ne peuvent financièrement pas se permettre de l'utiliser. Les femmes étant généralement moins payées que les hommes, le ménage souffre moins sur le plan financier si c'est le salaire moindre de la femme qui est suspendu ou réduit. Une expérience menée en Suède et en Norvège sur l'utilisation du congé parental révèle que l'attribution d'une partie du congé à chaque parent constitue un incitant décisif pour encourager les hommes à profiter de cette possibilité. Les pères ont tendance à utiliser le congé parental lorsque les conditions suivantes sont réunies: quand le congé est rémunéré, que la rémunération versée correspond à peu près à leur salaire habituel, et qu'il existe un quota spécifique de jours ne pouvant être transférés à la mère.

L'interruption momentanée de l'activité professionnelle va à l'encontre de la plupart

des schémas traditionnels d'emploi. Comme indiqué plus haut, cette interruption peut avoir de sérieuses conséquences en termes de sécurité sociale, de retraite, et d'autres avantages liés à l'emploi. Puisque la vie professionnelle des hommes et des femmes a davantage tendance à se diversifier et à moins se normaliser, les instruments de protection sociale doivent être adaptés en conséquence, de manière à faciliter, par exemple, le passage d'un emploi standard à temps plein à un emploi temporaire à temps partiel, ou l'interruption de la carrière afin d'élever les enfants avec, par conséquent, la possibilité de prolonger l'activité professionnelle au-delà de l'âge habituel de la retraite. Les mentalités sur le lieu de travail doivent également évoluer, pour soutenir et encourager les hommes et les femmes à œuvrer ensemble à la construction de leur foyer. De nombreuses mesures favorables aux familles ont prouvé leur efficacité: au Royaume-Uni, Xerox affirme avoir économisé 1 million d'euros entre 1999 et 2004 en introduisant des initiatives promouvant la flexibilité du temps de travail et le congé parental. Les mesures visant à améliorer l'équilibre vie professionnelle-vie privée contribuent à réduire de manière significative l'absentéisme pour cause de maladie, et entraînent une hausse de la productivité et du taux de rétention du personnel.

Même s'il peut sembler relever du domaine privé, l'équilibre satisfaisant entre vie familiale et vie professionnelle a des répercussions à tous les niveaux, y compris celui de l'élaboration des politiques au niveau européen. Non seulement il augmente de manière significative la qualité de vie des personnes, mais il permet aussi une hausse des taux d'emploi des hommes et des femmes, et contribue donc à protéger un nombre accru de citoyens contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En outre, un second salaire dans le ménage peut contribuer à prévenir la pauvreté des travailleurs. L'équilibre vie-travail peut également réduire les inégalités entre hommes et femmes. De plus, en n'obligeant pas les femmes à choisir entre travail et famille, un tel équilibre peut stimuler les taux de natalité et atténuer ainsi le déclin démographique en Europe.

Greet Vermeylen

Qu'est-ce qui fait le bonheur?



Mesurer le bien-être

Ces dernières années, la satisfaction de vie, l'optimisme par rapport à l'avenir, le bonheur, et d'autres aspects du bien-être subjectif, ont fait l'objet d'une attention accrue de la part des décideurs européens. Le dernier document en date à avoir attiré l'attention sur ce thème est le rapport rédigé par les économistes et Prix Nobel Joseph Stiglitz et Amartya Sen. Ce rapport a été publié en septembre 2009, à un moment où la majorité des pays européens étaient aux prises avec les répercussions immédiates et à long terme de la récession. Ce rapport préconise l'introduction de nouvelles manières de mesurer le bien-être, à côté des instruments traditionnels de mesure objective de la performance économique, comme le produit intérieur brut (PIB) par exemple.

Bien que le rapport Stiglitz ne fournisse pas de recette permettant de mesurer de manière plus efficace le progrès social et le bien-être, il souligne toutefois qu'il convient de mesurer à la fois le bien-être objectif et le bien-être

subjectif, d'examiner ce bien-être du point de vue des citoyens plutôt que de l'économie dans son ensemble, et de tenir compte de la nature multidimensionnelle du bien-être. Selon ces paramètres, il semble donc que l'enquête européenne sur la qualité de vie menée par Eurofound en 2003 constitue un pas dans la bonne direction. Plus important encore, l'enquête permet d'étudier la relation entre bonheur et satisfaction de vie, et différents aspects de la vie, tels que la famille, le travail, la santé et le niveau de vie.

L'enquête mesure le bien-être subjectif en demandant aux participants de noter leur niveau de satisfaction de vie sur une échelle de 1 à 10. En 2007, le niveau moyen de satisfaction de vie dans l'Union européenne s'élevait à 7,0.

Différences entre les pays

L'enquête 2007 révèle d'importantes variantes entre les pays. Elle souligne que la satisfaction de vie varie fortement entre groupes de pays. En moyenne, les citoyens de

l'UE-15 (les 15 États membres qui composaient l'UE avant l'élargissement de 2004) sont ceux qui expriment le niveau le plus élevé de satisfaction de vie. Les citoyens des NEM12 (les 12 nouveaux États membres) sont moyennement satisfaits de leur vie, et les citoyens des PC3 (les pays candidats, à savoir la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie) sont ceux qui expriment le niveau de satisfaction le plus bas. Au sein de l'UE-15, les personnes vivant dans les pays nordiques sont beaucoup plus satisfaites de leur vie que les personnes vivant dans la plupart des pays méditerranéens. L'enquête révèle également un lien très fort entre le PIB par habitant et la satisfaction de vie, bien que ce lien soit inexistant dans de nombreux pays. Par exemple, les habitants de Malte et du Danemark sont, en moyenne, plus satisfaits qu'ils ne le seraient sans doute si le PIB était le seul facteur déterminant, tandis que les habitants de Hongrie et de Bulgarie sont moins satisfaits qu'on aurait pu le penser. On peut donc supposer que, dans certains pays,

Satisfaction de vie en Europe



Q: Tout bien considéré, pouvez-vous indiquer dans quelle mesure vous êtes actuellement satisfait de votre vie, sur une échelle de 1 («très insatisfait») à 10 («très satisfait») ?

Source: EQLS 2007

des facteurs autres que le niveau général de prospérité économique jouent également un rôle dans la perception du bien-être.

Facteurs influençant la satisfaction de vie

L'enquête, qui a été menée pendant une période de relative aisance en Europe, montre que le niveau de satisfaction de vie tend à s'élever pour de nombreux Européens, en particulier pour les citoyens des nouveaux États membres. Cependant, dans chacun des pays étudiés, ce sont toujours plus ou moins les mêmes groupes qui expriment un niveau de satisfaction plus bas: les personnes vivant dans la pauvreté, les chômeurs, les personnes en mauvaise santé et les parents isolés.

L'enquête a montré que la santé était le facteur exerçant la plus forte influence sur la satisfaction de vie: les personnes en mauvaise santé sont généralement celles qui expriment le niveau de satisfaction le plus bas. Cependant, les personnes en mauvaise santé dans les pays nordiques - par exemple au Danemark et en Suède - demeurent, en

moyenne, plus satisfaites que les personnes en bonne santé dans des pays où le niveau général de satisfaction est bas, comme en Bulgarie, en Hongrie et au Portugal.

L'emploi est le deuxième facteur ayant la plus forte influence sur la satisfaction de vie. Il n'est sans doute pas surprenant de constater que les personnes occupant un emploi sont beaucoup plus satisfaites de leur vie que les chômeurs. Toutefois, dans la plupart des pays, les retraités sont légèrement plus satisfaits que les travailleurs.

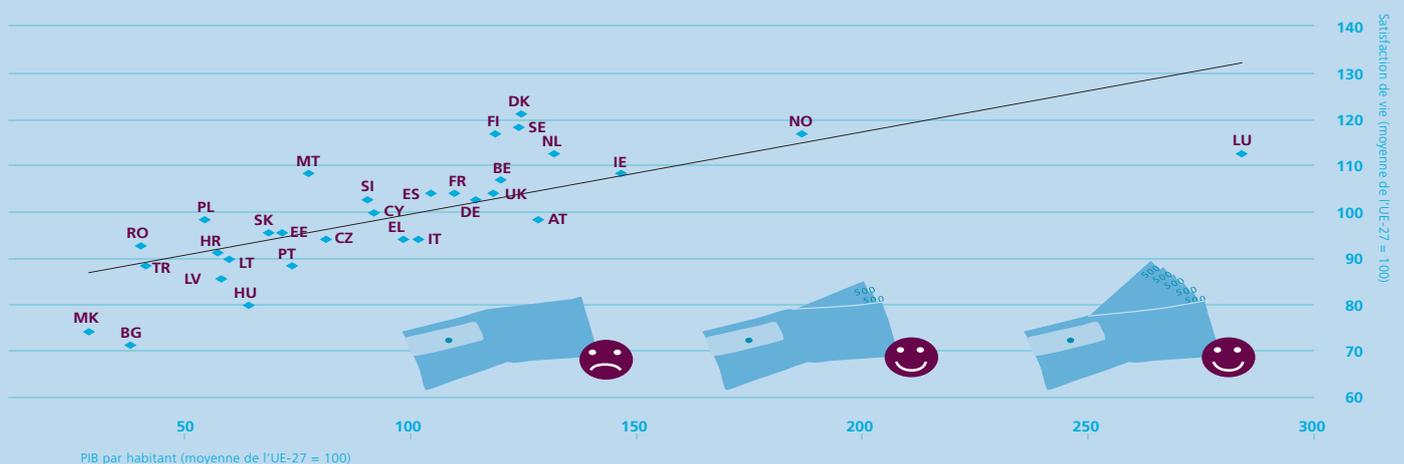
Les revenus bas ont clairement un effet négatif sur la satisfaction de vie, et cet effet est encore plus important dans les pays ayant un PIB relativement bas. La privation, en revanche, semble davantage affecter la satisfaction de vie dans les pays où le niveau de prospérité générale est élevé. L'enquête a également révélé que les personnes ayant fait des études au-delà du niveau secondaire étaient beaucoup plus satisfaites que celles ayant un niveau d'éducation plus bas. Cette différence s'explique en grande partie par l'écart des revenus perçus.

Dans tous les groupes de pays, les personnes mariées sont davantage satisfaites que les personnes séparées, divorcées ou veuves, et légèrement plus satisfaites que les personnes célibataires. Cette observation indique que les aspects émotionnels et sociaux de la vie de couple sont des facteurs importants pour le bien-être subjectif. Dans tous les pays, les parents célibataires expriment un niveau de satisfaction beaucoup plus bas que le reste de la population.

L'âge ne joue pas un rôle déterminant dans la satisfaction de vie. Cependant, il semble que, d'une manière générale, les personnes de moins de 35 ans et celles de plus de 65 ans soient, en moyenne, légèrement plus satisfaites que les personnes âgées de 35 à 64 ans. Le sexe non plus ne semble pas avoir une grande influence sur le bien-être subjectif: la différence entre le niveau de satisfaction des hommes et des femmes est minime dans tous les pays.

Eszter Sandor et Branislav Mikulic

PIB et satisfaction de vie



Source: EQLS 2007

László Andor, commissaire européen responsable de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion



Pourquoi est-il important d'évaluer la qualité de vie et comment les recherches contribuent-elles à soutenir l'élaboration des politiques?

Les défis posés par les faibles taux d'emploi, le vieillissement de la population, le changement des structures familiales, et l'exclusion sociale ont eu pour conséquence de placer les questions relatives à la qualité de la vie au sommet des priorités de l'UE en matière de politiques sociales. Les recherches montrent qu'il est indispensable que les décideurs en matière de politiques évaluent la qualité de la vie, spécialement en termes de vécu subjectif. Les statistiques seules ne peuvent apporter que des réponses limitées: bien que correctes dans les faits, elles ne reflètent pas le point de vue des gens et ne tiennent pas suffisamment compte du contexte. C'est pourquoi la Commission européenne a soutenu l'initiative d'Eurofound de lancer l'EQLS en mai 2003. Il s'agissait là de la première étape d'une initiative majeure visant à évaluer les conditions de vie et la qualité de vie en Europe. Notre rôle est de traduire les résultats de l'étude en actions politiques concrètes.

Dans le cadre des efforts visant à mesurer la qualité de la vie, pensez-vous qu'il soit nécessaire d'aller au-delà du PIB? Ce dernier pourrait-il finalement être remplacé par des indicateurs subjectifs?

Des indicateurs économiques tels que le PIB n'ont jamais été des instruments destinés à prendre la une mesure globale du bien-être. Des indicateurs complémentaires aussi clairs et attrayants que le PIB sont bien évidemment nécessaires, mais d'autres dimensions du progrès doivent également être prises en compte - en particulier, les aspects environnementaux et sociaux. En août 2009, la Commission européenne a publié un rapport intitulé «Le PIB et au-delà - Mesurer le progrès dans un monde en mutation». Dans

ce document, nous avons élaboré une feuille de route contenant cinq actions clés destinées à améliorer nos indicateurs de progrès. L'une de ces actions vise à accompagner le PIB d'indicateurs subjectifs reflétant les préoccupations plus larges du public, ce qui permettrait de rapprocher la politique de l'UE des véritables préoccupations des citoyens.

Comment cette approche plus large pourra-t-elle alimenter le débat politique sur la stratégie Europe 2020?

L'UE utilise les mesures de PIB dans ses travaux concernant de nombreux domaines et instruments de politiques. En cette période de récession économique, la reprise de la croissance est au centre de toutes les préoccupations, et la croissance du PIB constitue donc un indicateur clé pour évaluer l'efficacité des plans de relance mis sur pied par l'UE et par les gouvernements nationaux. Dans notre stratégie à dix ans, - «Europe 2020» - destinée à relancer la croissance et l'emploi, nous reconnaissons que la crise devrait également être considérée comme une occasion d'engager l'Europe plus résolument sur la voie d'une économie inclusive, à faible intensité de carbone et économe en ressources. Ces défis soulignent la nécessité d'indicateurs plus étoffés, ne se limitant pas à la seule croissance du PIB. Nous avons besoin d'indicateurs intégrant de manière effective les réalisations sociales et environnementales (telles que des améliorations dans les domaines de la cohésion sociale et de la santé publique), mais aussi les pertes en la matière (par exemple, dans le domaine de la criminalité ou celui de l'appauvrissement des ressources naturelles). Nous avons besoin de données comparables pour évaluer les effets de nos politiques. C'est pourquoi nous avons voulu

nous fixer des objectifs quantifiés dans la stratégie «Europe 2020».

Nos recherches nous ont appris que des services publics de qualité peuvent aider les citoyens à faire face à des conditions socio-économiques défavorables. Compte tenu des coupes claires opérées dans les services sociaux en réponse à la crise, quel rôle la Commission européenne, les partenaires sociaux et les gouvernements peuvent-ils jouer pour réduire la pauvreté et renforcer l'inclusion sociale?

Nous savons que la crise aggrave la pauvreté et l'exclusion, y compris la pauvreté des enfants - même si nous devons attendre d'avoir des statistiques complètes couvrant toute la période de la crise pour confirmer cet effet. Les services publics jouent un rôle essentiel, et il est clair que tous les États membres devront prendre des mesures pour rendre ces derniers plus efficaces. Non seulement les réductions opérées dans les services publics ne contribueront pas à favoriser la reprise, mais elles risquent aussi de creuser encore davantage le fossé qui existe dans la société au lieu de renforcer la cohésion sociale. L'exclusion du logement, l'accès aux soins de santé et le niveau des pensions de retraite sont autant de questions préoccupantes dans le contexte actuel. Le fait d'avoir proclamé 2010 «Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale» permet de placer ces problèmes au sommet de l'agenda politique. Tout au long de l'année, nous espérons obtenir des pays de l'UE qu'ils s'engagent à réduire substantiellement la pauvreté. L'un des objectifs de cette initiative est de favoriser la participation de tous ceux qui ont un rôle à jouer en matière d'inclusion sociale: les gouvernements, les partenaires sociaux, et le secteur associatif.

L'exclusion sociale en Europe, vue de l'extérieur



Le terme «exclusion sociale» est souvent perçu comme un synonyme de pauvreté, compte tenu du lien qui est fréquemment opéré entre les deux concepts, comme dans le slogan «Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale». Cependant, l'exclusion sociale signifie bien davantage qu'un manque de revenus. Multidimensionnel par nature, ce concept englobe à la fois des éléments objectifs et des éléments subjectifs. Par conséquent, l'enquête européenne sur la qualité de la vie a tenté de cerner le phénomène en mesurant directement le sentiment d'exclusion ressenti par les personnes, et en évaluant leurs conditions objectives de vie. Les enquêteurs ont posé des questions telles que: Vous sentez-vous en marge de la société? Êtes-vous satisfait de vos contacts sociaux? Êtes-vous à même de participer à la société? Vous sentez-vous estimé à votre juste valeur?

Pouvez-vous mener un train de vie jugé acceptable par la plupart de vos compatriotes?

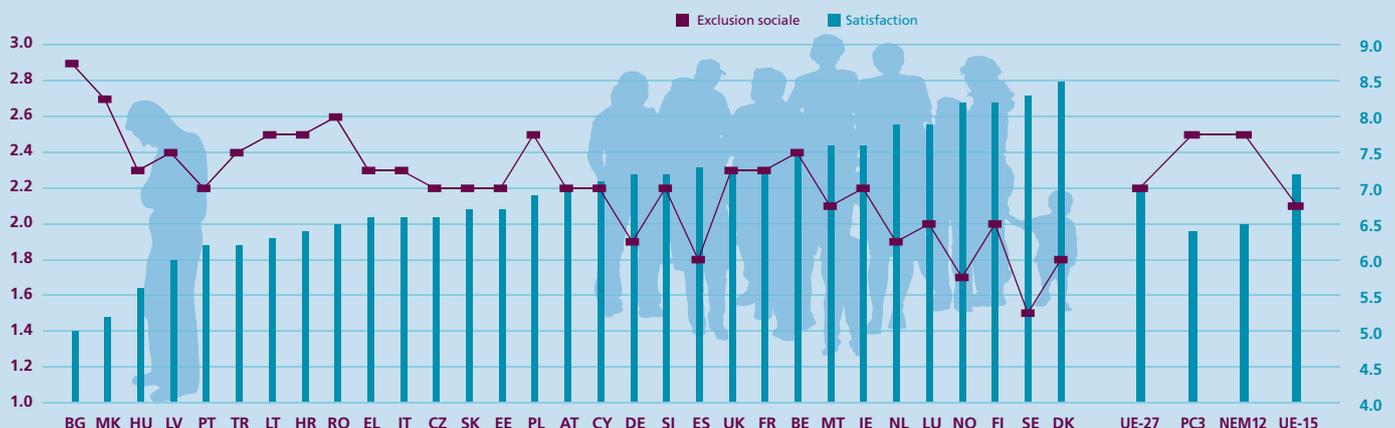
Prosperité et inclusion

Heureusement, la plupart des citoyens européens ont le sentiment d'être inclus dans la société: une grande majorité des personnes interrogées (86 %) se sentent bien intégrées dans la société, 2 % seulement se sentent exclues. Le lien entre prospérité et sentiment d'inclusion sociale apparaît dans le fait que les citoyens des États membres les plus aisés - les anciens États membres de l'UE-15, qui enregistrent un produit intérieur brut (PIB) plus élevé, un taux de chômage plus bas et un taux de pauvreté inférieur à la moyenne - se sentent les moins exclus, alors que leurs voisins vivant dans les trois pays candidats, plus pauvres, que sont la Croatie,

la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, sont ceux qui éprouvent le plus grand sentiment d'exclusion.

Cependant, la relation entre confort matériel et inclusion n'est pas aussi évidente lorsque l'on compare les différents États membres. Par exemple, les habitants des pays scandinaves se sentent moins exclus que ceux de l'Autriche, de la Belgique, de la France ou du Royaume-Uni, alors que ces pays enregistrent un PIB plus ou moins similaire. Les données recueillies par l'EQSL ne permettent pas encore d'expliquer cette différence. Il se pourrait toutefois que les migrants se sentent davantage exclus de la société. Par conséquent, les différences observées entre les pays pourraient s'expliquer par l'histoire et les politiques menées en matière d'immigration.

Satisfaction de vie et sentiment d'exclusion sociale



Sentiment d'exclusion sociale: score moyen sur 4 items: «Je me sens exclu de la société», «La vie est devenue si compliquée aujourd'hui que je ne parviens plus à trouver ma place», «J'ai l'impression que la valeur de mon travail n'est pas reconnue par les autres» et «Certaines personnes me regardent de haut en raison de ma situation professionnelle ou de mes revenus» (1 = Pas d'accord du tout et 5 = Tout à fait d'accord).

L'importance des contacts familiaux et sociaux

Les résultats de l'enquête confirment ce que le bon sens nous soufflait déjà, à savoir que les contacts familiaux et sociaux jouent un rôle essentiel de prévention du sentiment d'exclusion. En général, ce sont les personnes qui vivent seules et les parents célibataires qui se sentent les plus exclus de la société. Les personnes qui ne peuvent ou ne souhaitent pas maintenir des contacts réguliers avec leur famille ou leurs amis ont également davantage tendance à éprouver un sentiment d'exclusion. À l'inverse, les personnes qui affirment pouvoir compter sur un membre de leur famille lorsqu'elles se sentent déprimées ou lorsqu'elles ont besoin de se confier à quelqu'un sont celles chez qui le sentiment d'exclusion est le moins fort. Outre leur soutien moral et émotionnel, les familles jouent un rôle important dans l'atténuation des effets de la privation matérielle et, de ce fait, de l'exclusion sociale: la plupart des Européens (71 %) affirment que, s'ils venaient à être confrontés à une urgence financière, ils se tourneraient vers leur famille (ce pourcentage est toutefois beaucoup moins élevé dans les pays candidats plus pauvres que dans les pays plus riches de l'UE-15). Les personnes qui peuvent compter sur ce genre de soutien sont plus susceptibles de se sentir bien intégrées dans la société, même en cas de difficultés financières.

Exclusion et qualité de vie

Il n'est pas surprenant de constater que l'exclusion sociale a des répercussions importantes sur la qualité de vie perçue. Dans les pays où les citoyens expriment un fort sentiment d'exclusion, le niveau de satisfaction de vie tend à être plus bas, et vice versa (voir graphique). C'est en partie pour aider ces personnes dont la qualité de vie tend à s'éroder que l'année 2010 a été proclamée Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Compte tenu des nombreux aspects que peut prendre l'exclusion, et de la multitude de raisons qui peuvent être à son origine, la Commission européenne a décidé de consacrer la première partie de l'année à sensibiliser l'opinion à cette question. Ce qu'il faut désormais, c'est un engagement fort de la part des citoyens, des gouvernements et des partenaires sociaux afin de trouver des solutions à ce problème.

Pour plus d'informations sur l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, rendez-vous à l'adresse suivante: www.2010againstopoverty.eu

Klára Fóti

Le bien-être mental et la qualité de vie

Le bien-être mental est un élément important de la qualité de vie. Ce thème a récemment fait l'objet d'un regain d'intérêt en raison de ses effets sur l'état de santé général et, par conséquent, sur la politique en matière de santé. Le bien-être mental occupe également une place plus importante dans l'agenda politique social, car de nombreux éléments indiquent l'existence d'un lien étroit entre un statut peu élevé sur le marché du travail, de mauvaises conditions de vie, et une détérioration de la santé mentale. Les données de la deuxième enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS) confirment l'existence de ce lien.

Les résultats montrent que, dans tous les États membres, la santé mentale des personnes disposant de revenus faibles est moins bonne que celle des personnes ayant des revenus élevés. Dans les pays les plus riches, cependant, cette différence n'est pas aussi prononcée que dans les pays les plus pauvres.

Le niveau d'éducation paraît avoir une influence importante sur le bien-être mental dans les pays candidats (PC3) et dans les nouveaux États membres (NEM12), tandis qu'il joue un rôle moins déterminant dans l'UE-15.

Le score relatif au bien-être mental est généralement bas chez les chômeurs, bien que, dans les nouveaux États membres, celui-ci soit tout de même plus élevé que celui des femmes au foyer. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le fait que, chez les femmes au foyer, l'absence sur le marché du travail est involontaire. Le score de ces femmes est peu élevé dans les trois groupes de pays, mais l'écart est plus important dans les NEM12 que dans l'UE-15.

Il n'est pas surprenant qu'en moyenne, les personnes en mauvaise santé physique souffrent également d'un mal-être mental. Cependant, là aussi, les différences entre groupes de pays sont relativement importantes. Le score moyen des personnes souffrant de maladies chroniques et qui sont fortement limitées dans leurs activités est beaucoup plus bas dans les PC3 (27,1 sur 100) que dans les NEM (34,8) et dans l'UE-15 (43,4), ce qui suggère que les mesures visant à protéger ces groupes vulnérables sont plus facilement accessibles dans les pays plus riches de l'UE.

Klára Fóti

Allez-vous de mieux en mieux? Tendances de la qualité de vie entre 2003 et 2009

Refléter les changements politiques et économiques

En plus d'offrir des informations sur la qualité de vie personnelle des individus, les trois EQLS menées jusqu'à présent reflètent également les changements politiques et économiques qui se sont produits en Europe. Eurofound a mené la première enquête en 2003, juste avant l'adhésion de dix nouveaux États membres. La croissance économique rapide, en particulier dans les nouveaux États membres, a permis de réduire considérablement l'écart qui existait entre ces pays et l'UE-15 en termes de qualité de vie. Lorsque la deuxième enquête a été réalisée en 2007, les taux d'emploi en Europe avaient atteint un pic, les taux de chômage ayant atteint leur niveau le plus bas en mars 2008. Cependant, la crise financière et économique qui est survenue dans la seconde moitié de 2008 a entraîné une hausse du chômage en Europe, avec 23 millions de chômeurs fin 2009. Le cycle normal de l'EQLS, qui doit normalement être réalisée tous les 4 ans, était trop long pour pouvoir analyser les effets de la récession. C'est pourquoi en 2009 plusieurs questions tirées de l'EQLS ont été posées dans le cadre du sondage Eurobaromètre standard 71 en vue d'obtenir une vue plus complète de l'évolution de la qualité de vie entre 2003 et 2009.

Première phase: stabilité et changement positif

Entre 2003 et 2007, la qualité de vie est restée relativement stable dans l'ensemble de l'UE, bien qu'un certain nombre de

changements positifs aient pu être observés - par exemple, une satisfaction accrue à l'égard de la qualité de certains services publics. Cependant, les pays qui ont rejoint l'UE en 2004 ont connu une amélioration plus nette de leur qualité de vie générale ainsi que dans certains domaines tels que le logement, le niveau de vie et les services publics. Par exemple, alors que les citoyens slovaques donnaient à leur niveau de vie une note de satisfaction de 5,1 sur 10 en 2003, ce score s'élevait à 6,7 en 2007. (Les évaluations de la qualité de vie en Bulgarie et en Roumanie, les deux pays qui ont rejoint l'UE en 2007, ont enregistré une progression nettement inférieure). Parallèlement à cette élévation du niveau de satisfaction, une mesure plus objective du bien-être - la capacité à «joindre les deux bouts» - a également enregistré une hausse dans les NEM, tout en restant relativement stagnante dans l'UE-15.

Deuxième phase: déclin de la satisfaction et du bien- être matériel

Cette image généralement optimiste a changé en 2009, puisque le sentiment global de satisfaction de vie exprimé par la plupart des citoyens a enregistré une baisse générale par rapport à 2007, tout comme la satisfaction à l'égard du niveau de vie. Le déclin de la satisfaction de vie a été le plus net dans les NEM12, où les scores ont chuté de 6 % (contre une baisse de 3 % dans l'UE-15). Ce phénomène a particulièrement affecté les citoyens de plus de 65 ans et les personnes éprouvant des difficultés à «joindre les deux bouts». S'agissant de la situation spécifique

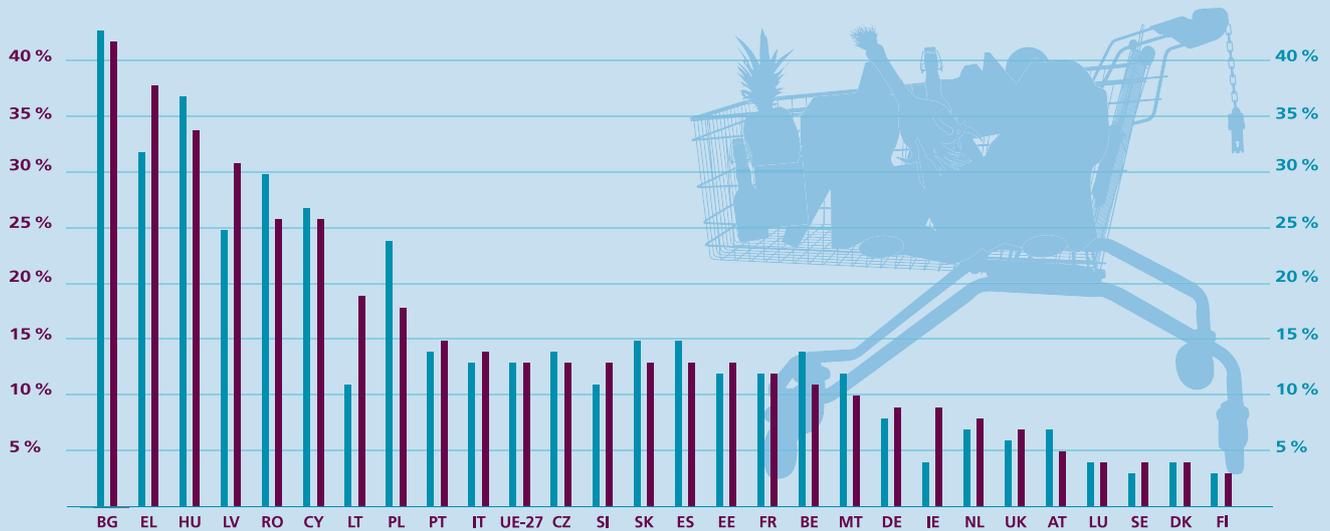


de chaque pays, les chutes les plus brutales ont été observées dans les nouveaux États membres que sont l'Estonie, la Bulgarie, la Lettonie et la Roumanie, mais aussi dans certains pays de l'UE-15 tels que la France et Malte. Alors que la satisfaction des citoyens des NEM12 par rapport à leur niveau de vie avait augmenté de 9 % entre 2003 et 2007, celle-ci a ensuite chuté de 6 % entre 2007 et 2009. Ici aussi le déclin le plus important a été enregistré chez les personnes âgées. D'un point de vue national, les citoyens lettons, maltais, roumains et français sont ceux dont la satisfaction a le plus baissé, cette fois rejoints par leurs voisins portugais.

Le niveau du bien-être matériel a lui aussi fortement chuté durant cette période. À la fin 2009, la Lettonie, la Lituanie et l'Irlande avaient enregistré les plus fortes contractions économiques (plus de 10 %), tandis que ces mêmes pays, plus l'Estonie et l'Espagne, enregistraient une hausse particulièrement préoccupante du chômage. Les ménages de ces pays (ainsi que les ménages grecs) indiquaient avoir beaucoup plus de difficultés à joindre les deux bouts en 2009 qu'ils n'en avaient en 2007. En Irlande, par exemple, ils étaient 9 % à éprouver certaines difficultés ou beaucoup de difficultés à joindre les deux bouts en 2009, contre 4 % en 2007. Cependant, la situation dans certains pays - notamment en Pologne - semble s'être améliorée pendant la même période. En 2007, 24 % des ménages polonais éprouvaient des difficultés à joindre les deux bouts; en 2009, ils n'étaient plus que 17 %. Des améliorations similaires ont été observées en Roumanie, en Slovaquie, en Belgique, et au Royaume-Uni.

Difficultés à joindre les deux bouts

■ 2007 ■ 2009



En tenant compte du revenu total de votre ménage, arrivez-vous à joindre les deux bouts? Pourcentage de ménages affirmant éprouver des difficultés.

Source: EQLS 2007

Montée des tensions sociales et détérioration de la confiance

Il y a cependant deux phénomènes observables quasiment partout entre 2007 et 2009: la perception d'une montée des tensions sociales en Europe et un déclin du taux de confiance dans les principales institutions nationales. Depuis 2007, le nombre des ménages qui ont perçu des tensions entre groupes ethniques s'est accru de 7 %, et le nombre des ménages ayant perçu des tensions entre riches et pauvres a enregistré une croissance similaire (8 %). Cependant, les moyennes européennes masquent des modifications plus profondes au niveau national. Alors qu'en 2007, 22 % des ménages en Slovaquie percevaient de

vives tensions entre groupes raciaux et ethniques, en 2009, ce chiffre s'est envolé à 58 %. Une hausse significative de cet indicateur a également été observée à Malte, au Danemark et en Hongrie. Les tensions perçues entre riches et pauvres se sont accrues dans presque tous les pays entre 2007 et 2009, certains pays comme Malte, l'Estonie, la Slovénie et la Slovaquie enregistrant une hausse de 10 points de pourcentage, voire plus.

En outre, depuis 2007 la confiance des Européens dans leurs institutions nationales semble s'être effondrée: les taux de confiance moyens, dans le gouvernement ou dans le parlement national, ont chuté de 4,6 à 4,1, ce qui représente une perte moyenne de 11 %. La situation est encore plus mauvaise dans certains pays: la détérioration de la confiance

dans le gouvernement national est la plus marquée en Irlande, en Espagne, en Roumanie, en Lettonie et en Grèce, avec des pertes allant de 22 à 33 %. À nouveau, les personnes les moins satisfaites sont les personnes âgées des nouveaux États membres, et les personnes ayant des difficultés à joindre les deux bouts.

Alors que les efforts se poursuivent aux niveaux européen et national afin d'assurer le développement social et économique de l'Europe - et surtout cette année, qui a été désignée Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - les tendances qui se dégagent des différentes enquêtes EQLS confirment que la bataille est encore loin d'être gagnée.

Robert Anderson

Tendances de la satisfaction de vie

■ 2007 ■ 2009



Source: EQLS 2007

De la marge pour l'amélioration: évaluation des services publics et de la société

Sur une échelle de 1 à 10, les Européens donnent à la qualité des services publics dans leur pays une note moyenne de 6. Ce résultat n'est pas mauvais, mais prouve qu'il reste encore de la marge pour l'amélioration. Les décideurs politiques devraient-ils s'inquiéter?

La réponse est «oui»: la manière dont les citoyens perçoivent la qualité de la société est très importante, puisqu'elle affecte le bien-être de tout un chacun, y compris le bien-être mental. Pour le dire simplement, dans une société considérée comme étant de bonne qualité, les citoyens bénéficient d'une qualité de vie élevée. La manière dont nous évaluons les principaux services publics est l'un des facteurs qui influencent notre perception de la qualité d'une société. Mais il en existe d'autres. Nous sentons-nous à l'aise et en sécurité dans notre voisinage? Les soins de santé sont-ils facilement accessibles? Existe-t-il des tensions entre les différents groupes de la société? Avons-nous confiance dans nos institutions politiques?

L'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS 2007) pose de nombreuses questions

visant à découvrir de quelle manière les Européens perçoivent la société dans laquelle ils évoluent. Les réponses reflètent non seulement des différences considérables entre les pays européens dans la perception de la qualité de la société, mais aussi des disparités *au sein* des pays, en fonction du revenu, de l'âge et du sexe des personnes interrogées.

Services publics - un ensemble hétérogène

Rares sont les personnes interrogées à avoir donné une note de 10 («qualité très élevée») à l'ensemble des services publics proposés dans leur pays, mais plus de deux tiers d'entre elles (67 %) leur accordent une note de 6 ou plus. Cependant, certains services sont plus critiqués que d'autres. La note octroyée au régime de retraite nationale est généralement inférieure à celle accordée aux autres services. Ce phénomène s'explique par la récente restructuration de la sécurité sociale et par le large débat sur la durabilité des régimes de retraite. Les scores relatifs à la fourniture de soins de santé aux personnes

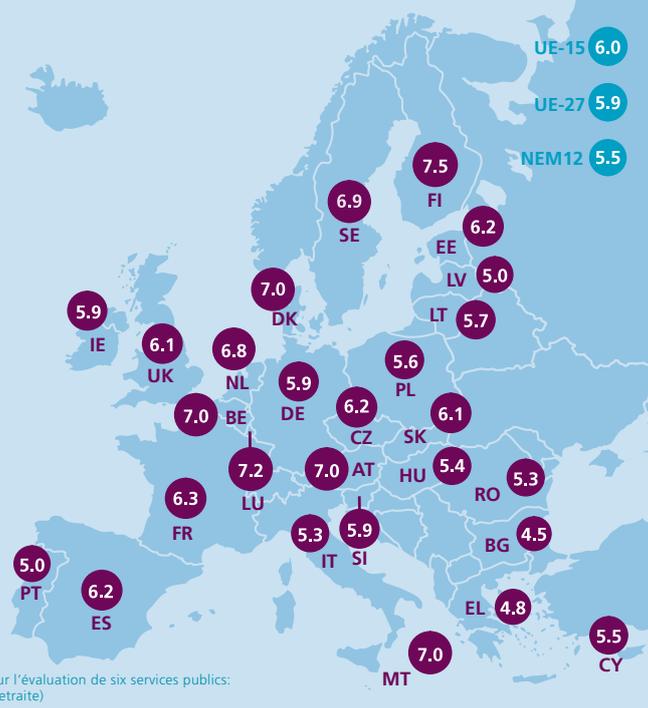
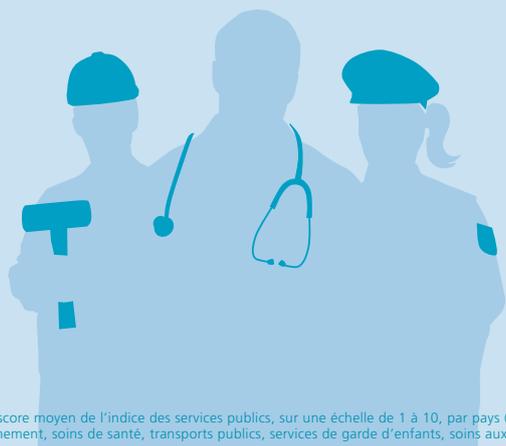
âgées sont également peu élevés et contrastent par rapport à l'évaluation positive généralement accordée à la qualité des services de garde d'enfants.

Il est intéressant de constater qu'un niveau élevé de dépenses publiques ne garantit pas nécessairement une meilleure évaluation de la qualité. Par exemple, la Hongrie consacre aux services publics un pourcentage de son PIB bien plus élevé que la moyenne de l'UE, mais l'évaluation de la qualité y est de 5,4, ce qui reste en dessous de la moyenne européenne. À l'opposé, l'Estonie et l'Espagne obtiennent un score de 6,2 alors que le niveau de leurs dépenses publiques est relativement bas. La manière dont les gouvernements dépensent cet argent semble avoir autant d'importance que les sommes elles-mêmes. Cette observation est confirmée par une autre constatation: la note générale accordée aux services publics est meilleure dans les pays où le gouvernement est considéré comme agissant de manière transparente et où la corruption est perçue comme faible.

Se sentir en sécurité dans la communauté

Le fait de vivre dans un environnement bruyant ou pollué, ou de se sentir exposé à la criminalité ou au vandalisme peut être perturbant et avoir un effet négatif sur la qualité de vie. On constate de grandes différences dans la manière dont les Européens perçoivent la qualité de certains aspects environnementaux essentiels, tels que la pollution atmosphérique et sonore, la collecte des déchets, la qualité de l'eau, les

Contrôle de la qualité: Évaluation de la société et des services publics



Note: score moyen de l'indice des services publics, sur une échelle de 1 à 10, par pays (moyenne des réponses citées pour l'évaluation de six services publics: enseignement, soins de santé, transports publics, services de garde d'enfants, soins aux personnes âgées et régimes de retraite)

Source: EQLS 2007

espaces verts, et la criminalité. En Italie, 83 % des personnes se disent insatisfaites à l'égard d'au moins deux de ces aspects. Viennent ensuite la Bulgarie (82 %) et la Pologne (79 %). À l'inverse, les Finlandais et les Danois estiment ne pas avoir à se plaindre. Mais le pays de résidence ne fait pas tout: beaucoup dépend de l'environnement dans lequel on vit. Les citoyens expriment généralement une satisfaction beaucoup moins élevée à l'égard des services de proximité et du contrôle de la criminalité, que les personnes installées dans un environnement rural. Et au sein des villes, ce sont les personnes habitant dans des quartiers où cohabitent des personnes de différentes origines raciales ou ethniques qui semblent se plaindre le plus. Toutefois, la mauvaise qualité d'un quartier peut être un facteur susceptible d'attirer des personnes issues de groupes davantage marginalisés, qui souhaitent s'y installer en raison des prix abordables des logements.

Accès à un médecin local

L'accès aisé aux services de santé peut être une question de vie ou de mort, et cet aspect exerce une influence manifeste sur le bien-être des citoyens européens. Si le droit légal d'accéder aux services de santé est essentiel, l'accès aux soins est tout aussi important.

Dans l'EQLS, l'accès est mesuré en demandant aux participants à l'enquête de décrire les difficultés qu'ils ont rencontrées la dernière fois qu'ils ont essayé d'obtenir un rendez-vous médical. Sont également pris en considération: la durée du trajet jusqu'à une clinique ou un hôpital, le temps d'attente avant d'être reçus par un médecin, et le coût des soins. Les résultats montrent qu'une grande proportion d'Européens éprouvent des difficultés à accéder aux soins de santé. Ils sont plus de 25 % à estimer vivre trop loin de leur médecin ou de l'hôpital, plus de 38 % à avoir rencontré des difficultés à obtenir des rendez-vous médicaux, et plus de 27 % à avoir du mal à assumer les coûts liés à une visite chez le médecin.

Confiance dans les gens et dans les institutions

Les Européens ne sont ni complètement confiants, ni complètement méfiants à l'égard des institutions politiques: ils se montrent avant tout sceptiques.

À 4,9, le taux moyen de confiance à l'égard de cinq institutions politiques (le parlement, le système juridique, la presse, la police, le gouvernement et les partis politiques) se situe juste en dessous de la moitié de l'échelle. La police et le système juridique obtiennent des scores élevés, mais la moyenne est tirée vers



le bas à cause des piètres scores obtenus par les partis politiques, le gouvernement et le parlement.

Avec un score moyen de 5,2, les Européens font moins confiance aux autres citoyens qu'à la police (6,1), mais plus qu'à leur gouvernement (4,6). Les participants des pays nordiques et des Pays-Bas sont ceux qui expriment le niveau de confiance le plus élevé, tandis que les personnes vivant à Chypre et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine sont celles qui se montrent les plus méfiants.

Tensions dans la société

De nos jours, les tensions sociétales s'observent davantage entre groupes religieux et raciaux qu'entre sexes ou générations. Pas moins de 40 % des personnes interrogées indiquent percevoir de vives tensions entre groupes raciaux et ethniques, mais elles sont moins de 20 % à signaler des tensions entre jeunes et personnes âgées ou entre hommes et femmes. Les tensions raciales sont beaucoup plus élevées dans les pays de l'UE-

15 que dans les NEM12, peut-être parce que les pays avec un PIB par habitant élevé attirent davantage de migrants en provenance d'autres continents, ce qui conduit à une société plus hétérogène.

De la mesure à l'amélioration

Le fait de mesurer la satisfaction des citoyens à l'égard des services publics et de la qualité de la société dans laquelle ils vivent peut inciter les décideurs politiques à s'attaquer aux préoccupations et aux problèmes. Les données de l'EQLS mettent en évidence les facteurs qui influencent la perception des Européens, ce qui permet donc de prendre des mesures correctrices mieux ciblées. L'amélioration de la qualité de la société et de ses services peut contribuer à renforcer la cohésion sociale pendant les périodes difficiles en Europe et, de ce fait, améliorer la qualité de vie des citoyens.

Teresa Renehan

Quand le travail ne paie pas: aider les travailleurs pauvres

L'emploi n'empêche pas la pauvreté

Il ressort clairement des observations de l'enquête européenne sur la qualité de vie que le manque de revenus est fortement associé à une moins bonne qualité de vie: satisfaction généralement moins élevée par rapport à la vie en général, optimisme mitigé quant à l'avenir, mal-être dans la vie familiale, et mécontentement à l'égard des services publics. Puisque pas moins de 42 % des chômeurs risquent de tomber dans la pauvreté, l'objectif des décideurs politiques européens de ramener plus de personnes sur le marché du travail est assez logique. Cependant, derrière cette statistique s'en cache une autre, tout aussi inquiétante: 8 % des travailleurs risquent eux aussi de tomber dans la pauvreté - soit parce que leurs revenus sont insuffisants pour leur permettre de subvenir à leurs besoins, soit parce que leurs ressources servent à soutenir tout le ménage. Ce chiffre de 8 % n'est toutefois qu'une moyenne: il est plus élevé dans certains pays: 14 % en Grèce et 12 % en Pologne, par exemple.¹

Il est également plus élevé pour certains groupes sociaux spécifiques. Les parents isolés sont ceux qui courent le plus grand risque de devenir des «travailleurs pauvres»: dans l'UE-25, ils sont 18 % en moyenne à se trouver dans cette situation, contre 9 % pour les ménages composés de deux adultes et d'enfants. Le risque de devenir travailleur pauvre est également plus élevé dans certaines conditions particulières de travail: les travailleurs à temps partiel, par exemple, sont deux fois plus susceptibles de tomber dans la pauvreté que les personnes travaillant à temps plein. De même, les travailleurs sous contrat temporaire sont trois fois plus susceptibles de se retrouver dans cette situation que ceux sous contrat permanent.

Stratégies des gouvernements

Aussi étrange que cela puisse paraître, bien que l'emploi ne préserve pas

automatiquement - ou du moins, pas partout - de la pauvreté, le phénomène des «travailleurs pauvres» est un problème dont les décideurs politiques font rarement leur priorité. Il n'est généralement abordé que dans le cadre de mesures plus larges visant à lutter contre la pauvreté - par exemple, des politiques du marché du travail tels que des salaires minimums et des allocations de chômage. Dans quelques pays, les gouvernements nationaux ont manifesté explicitement leur volonté de résoudre ce problème: au Royaume-Uni, par exemple, le système d'aide aux revenus est destiné à compléter les rémunérations des travailleurs à faibles revenus par des paiements directs aux personnes travaillant moins de 16 heures par semaine (et satisfaisant à certaines autres conditions). En Norvège, où une part accrue des fonds publics est utilisée pour lutter contre la pauvreté, l'accent a été placé sur les travailleurs à faibles revenus, et en 2009, le ministre des finances a proposé des réductions d'impôts pour ces travailleurs. Enfin, lorsqu'il a défini les objectifs de sa réforme du régime d'allocations de chômage dans le cadre du *Deuxième rapport sur la pauvreté et la richesse* en 2005, le gouvernement allemand a déclaré que les réformes viseraient, en particulier, à éviter que les travailleurs soient pris au piège d'une pauvreté à long terme.

Rôle des partenaires sociaux

Les partenaires sociaux ont également la capacité de jouer un rôle décisif, en changeant les pratiques au travail pour améliorer la situation des travailleurs pauvres. Cependant, ce sont principalement les syndicats qui s'occupent de cette question et, même dans ce cas, ils ne peuvent pas toujours le faire de manière directe ou universelle. Ils se concentrent généralement sur un salaire minimum lorsqu'ils essaient d'assurer aux travailleurs un niveau de vie adéquat, ou bien ils cherchent à obtenir des mesures telles que des réductions fiscales ou des crédits d'impôts pour les travailleurs disposant de revenus



faibles. Dans une minorité de pays, les syndicats ont présenté des propositions concrètes afin de réduire le nombre des travailleurs pauvres ou à bas revenus. En Bulgarie, par exemple, des négociations ont été menées en vue d'introduire des programmes sociaux au niveau des entreprises, notamment par un système de tickets de produits alimentaires, pour réduire le nombre de travailleurs pauvres. Entretemps, certaines sections syndicales ont créé des fonds d'entraide, proposant des crédits à des conditions favorables. La Confédération générale des travailleurs portugais a recommandé que la question de la pauvreté au travail soit explicitement définie comme une priorité du plan d'action national 2008-2011 pour l'inclusion, tandis que les syndicats irlandais ont prôné une réforme des droits aux prestations sociales, un renforcement des compétences par la formation, et l'exonération fiscale complète des personnes rémunérées au salaire minimum.

Bien que les organisations d'employeurs n'aient pas pour habitude de prendre des mesures visant à réduire la pauvreté au travail, dans certains pays, elles ont proposé des mesures qui pourraient contribuer à réduire le nombre des travailleurs à bas salaires: en Bulgarie, en Estonie et en Grèce, ces propositions portent sur le renforcement de l'employabilité par l'amélioration de l'éducation et de la formation; en Finlande, il s'agit d'augmenter le nombre d'emplois à temps partiel et d'emplois temporaires; tandis qu'en Hongrie et en France, il a été proposé d'introduire des mesures fiscales pour améliorer les revenus des travailleurs à bas salaires. En France, le Mouvement des employeurs français a soutenu des propositions fiscales visant à éviter l'«effet de seuil», par lequel un chômeur qui reprend un emploi rémunéré peut se retrouver avec un revenu inférieur à ce qu'il touchait grâce à ses allocations de chômage. La réforme vise à faire en sorte que chaque heure travaillée se traduise par un accroissement du revenu total.

Isabella Biletta et Jorge Cabrita

¹ Les travailleurs pauvres sont définis comme ceux qui sont employés et qui sont, par leurs revenus disponibles, exposés au risque de pauvreté. Par «employés», on entend les personnes occupées pendant plus de la moitié de l'année et par «risque de pauvreté», on entend des revenus inférieurs à 60 % de la valeur médiane nationale.

Fintan Farrell,
directeur du réseau
européen de lutte
contre la pauvreté



Q: *D'après vous, quelle est la prévalence de la pauvreté au travail?*

Fintan Farrell: la pauvreté au travail touche 8 % de la main-d'œuvre européenne, mais les statistiques ne couvrent pas les travailleurs non déclarés, ceux devant assumer d'énormes dépenses pour subvenir aux besoins de leur ménage ou de leur famille, les enfants de familles vivant en situation de pauvreté, les femmes et en particulier les mères célibataires obligées de travailler à temps partiel. Par ailleurs, selon le rapport conjoint 2010 sur la protection sociale et l'inclusion sociale, un tiers des personnes exposées au risque de pauvreté ont un emploi, ce qui confirme le point de vue selon lequel un emploi ne permet pas toujours d'éviter la pauvreté.

Q: *Quelle a été l'incidence de la crise économique?*

Fintan Farrell: la crise et la mise en œuvre récente des principes de flexicurité ont entraîné une hausse des emplois précaires, atypiques et mal rémunérés, y compris du travail à temps partiel et de courte durée. Bien que ces formes de travail soient souvent présentées comme des tremplins vers un emploi durable et de qualité sur le marché du travail, les travailleurs restent souvent piégés dans des emplois de piètre qualité, ou bien alternent entre des emplois précaires mal rémunérés, et des périodes pendant lesquelles ils touchent des allocations de chômage ou le salaire minimum. La crise économique a entraîné une pression à la baisse sur les salaires et une détérioration des conditions de travail.

Q: *Plusieurs États membres ont mis en place des mécanismes pour lutter contre la pauvreté au travail et améliorer la situation des travailleurs faiblement rémunérés - par exemple, le crédit d'impôt pour les travailleurs au Royaume-Uni. D'après vous, ces mesures ont-elles été efficaces?*

Fintan Farrell: le crédit d'impôt pour les travailleurs au Royaume-Uni a permis d'améliorer les revenus de plusieurs milliers de travailleurs, en s'attaquant aux principaux pièges de la pauvreté que peuvent rencontrer les citoyens lorsqu'ils passent des prestations sociales au travail, mais il n'a pas résolu le problème de la pauvreté au travail ou du travail mal rémunéré (il s'agit là de deux problèmes complètement différents, le premier se mesurant au niveau des ménages). La hausse du nombre d'emplois faiblement rémunérés nécessite une hausse des crédits d'impôt et une augmentation du niveau des salaires. La réforme Hartz mise en œuvre en Allemagne entre 2004 et 2005 n'a pas réduit la pauvreté au travail, mais a obligé des demandeurs d'emplois à accepter des emplois mal rémunérés. Ceci, combiné à l'absence d'un régime de salaire minimum, à la promotion d'emplois atypiques et précaires, et à la compensation de revenus faibles par l'octroi de prestations sociales supplémentaires (différentes des crédits d'impôt) a entraîné, ces dernières années, une explosion du travail faiblement rémunéré en Allemagne, 20 % de travailleurs étant concernés. Les mesures de réduction fiscale introduites en Norvège portaient d'une bonne intention, mais ont entraîné un alourdissement de la bureaucratie. De plus, le manque d'informations ne leur permet pas d'avoir véritablement un effet. En Irlande, les politiques fiscales visant à soutenir les travailleurs faiblement rémunérés se sont

montrées peu efficaces et la crise financière a eu pour effet de recentrer l'attention sur la compétitivité, les employeurs irlandais considérant que le salaire minimum actuel est trop élevé. Le supplément de revenu familial est une bonne mesure, mais qui a du mal à prendre son envol, car il ne s'agit pas d'un paiement automatique mais d'un montant qui doit être réclamé.

Q: *Quelle est alors la réponse politique adéquate à apporter pour pouvoir réduire ou éliminer la pauvreté au travail?*

Fintan Farrell: le débat relatif à la pauvreté au travail doit être placé dans le contexte plus large du rôle joué par les politiques en matière d'emploi, de revenus et de protection sociale dans la lutte contre la pauvreté. On ne peut parler de la pauvreté sans mentionner la richesse, puisque la pauvreté trouve son origine dans des inégalités profondément ancrées: une répartition inéquitable des ressources et des revenus. La qualité de l'emploi, y compris les normes sociales relatives à un salaire minimum ou un salaire décent, doit être placée au centre des stratégies d'emploi. Par ailleurs, des mesures mieux ciblées doivent être prises pour faciliter la transition entre le recours aux prestations sociales et le travail, de manière à compenser la perte des allocations et autres avantages. Une hiérarchie positive doit être établie entre les régimes de revenu minimum et de salaire minimum, afin d'assurer les conditions d'une vie digne, tout en prévoyant des incitants au travail. Ces mesures doivent être assorties d'une protection sociale adéquate et d'un accès abordable à des services de qualité.

Migrants: renforcer le sentiment d'appartenance

La qualité de vie et l'intégration des migrants sont deux questions étroitement liées. Une intégration réussie peut non seulement contribuer à améliorer la qualité de vie des migrants, mais peut aussi prévenir ou atténuer les tensions entre les nouveaux-venus et les résidents de longue date. L'intégration permet de construire une société plus cohésive, avec une qualité de vie plus élevée pour tous.

L'attrait des villes

Les villes attirent des migrants du monde entier et ce sont les autorités municipales qui sont responsables d'élaborer, d'adapter et de mettre en œuvre des politiques permettant d'assurer leur bonne intégration et une coexistence pacifique. Les politiques adoptées aux niveaux national et européen soutiennent ce processus, mais au final, ce sont les politiques locales qui déterminent les chances d'intégration, et c'est au niveau local que les conséquences de leur échec se font le plus sentir. Dans le cadre du projet CLIP (réseau de villes européennes pour une politique locale d'intégration des migrants), Eurofound a analysé les politiques d'intégration mises en œuvre depuis 2006, et a recensé leurs facteurs de réussite.

La participation au marché du travail est au cœur de l'intégration économique qui, à son tour, constitue un moteur puissant d'intégration sociale. Dans bon nombre des villes examinées, les autorités locales représentent le premier ou le deuxième employeur, et elles sont donc en mesure d'offrir un emploi de qualité à la population migrante. Elles peuvent exercer une influence sur les niveaux d'emploi, mais aussi sur les types d'emplois occupés par les migrants, montrant ainsi l'exemple à d'autres secteurs et employeurs.

Les migrants qui travaillent directement pour une administration communale risquent peu

de connaître l'exploitation et les mauvaises conditions de travail qui prévalent dans d'autres secteurs du marché du travail, notamment le secteur informel. Bien que les résultats de l'étude CLIP révèlent que, pour diverses raisons, les personnes issues de l'immigration tendent à occuper des postes peu élevés, celles-ci sont néanmoins assurées de recevoir un salaire égal à travail égal lorsqu'elles sont employées par les villes.

Concilier différentes cultures

La manière dont l'employeur répond aux différents besoins liés à des cultures et à des pratiques religieuses différentes est un élément qui influence fortement la qualité de la vie professionnelle. D'après 85 % des personnes interrogées dans le cadre de l'étude CLIP il semble que les questions pratiques, telles que la disponibilité d'un lieu de culte, le code vestimentaire, une alimentation spécifique, l'éducation religieuse, soient plus importantes que les aspects symboliques comme par exemple le fait de disposer d'une mosquée splendide.

Les villes du réseau CLIP n'adoptent pas toutes la même approche. Certaines s'efforcent de concilier les différences religieuses, tandis que d'autres adoptent une politique de neutralité. D'autres encore prévoient des accords formels permettant des ajustements. Vienne, par exemple, autorise le port du voile pour des motifs religieux dans les hôpitaux municipaux. Les hôpitaux et les crèches de la ville proposent toujours des repas sans viande. Turin adopte la même approche en ce qui concerne la nourriture proposée. Certains hôpitaux municipaux disposent de lieux de prière, tandis que les villes britanniques de Sefton et de Wolverhampton autorisent leurs employés à prendre des congés pour motifs religieux. D'autres ont ajusté les heures de travail pour

tenir compte des heures de prière de leurs employés musulmans. Certaines villes espagnoles autorisent les Musulmans à travailler la nuit pendant le Ramadan, lorsque cela est possible. En général, les villes qui souhaitent procéder à de tels ajustements ne rencontrent que peu d'opposition, bien qu'une des villes n'ait pas été en mesure de changer la liste des jours fériés pour concilier divers jours fériés religieux, en raison de l'opposition des syndicats.

Certaines villes ont adapté leur politique linguistique de manière à assurer la santé et la sécurité au travail en fournissant aux employés des informations dans leurs langues. La ville de Malmö, en Suède par exemple, fournit en plusieurs langues les instructions relatives aux machines dangereuses, à la prévention des incendies, et à l'hygiène dans les hôpitaux. Arnberg, en Allemagne, Terrassa et Mataró, en Espagne ont mis en place des programmes similaires.

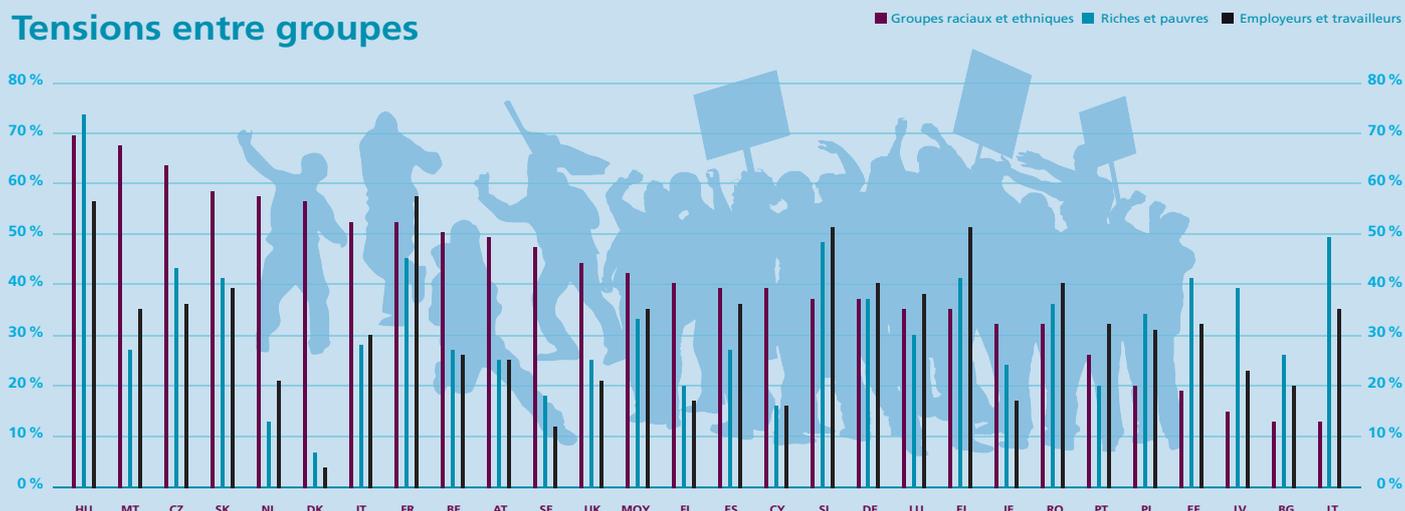
Vivre ensemble en paix

Dans un monde caractérisé par une mobilité géographique croissante, les villes doivent développer une identité inclusive, un sens du «nous», et un sentiment d'appartenance pour tous les résidents issus de diverses cultures. Les personnes responsables de la planification et de la gestion des villes européennes disposent d'une panoplie d'outils, notamment en leur qualité d'employeurs. C'est l'attitude adoptée par les autorités locales qui détermine s'il est possible de vivre ensemble en paix, dans une société cohésive même si elle est multiculturelle.

L'importance d'une intégration réussie est confirmée par les conclusions de l'EQLS: les tensions les plus vives dans la société sont observées entre groupes raciaux et ethniques, bien plus qu'entre riches et pauvres ou qu'entre travailleurs et employeurs. Et les personnes vivant dans des quartiers où se côtoient diverses races et ethnies estiment ces tensions encore plus fortes que les personnes vivant dans des communautés homogènes.

Anna Ludwinek

Tensions entre groupes



Note: le graphique compare les tensions moyennes entre différents groupes dans les États membres.

Partenaires sociaux et qualité de vie: messages ambivalents

Les articles publiés par l'observatoire européen des relations industrielles (EIRO) mettent en lumière les domaines critiques dans la vie des employés. La dynamique des relations industrielles sur le lieu de travail dissimule trop souvent des problèmes qui affectent fortement les familles, et la crise n'a fait qu'accentuer ce phénomène. Cependant, en dépit des défis actuels, certains partenaires sociaux travaillent dur pour que la vie familiale ne soit pas négligée.

Congé familial

Malgré la récession, le Portugal a introduit en 2009 dans son code du travail, de nouvelles dispositions visant spécifiquement à améliorer l'égalité entre hommes et femmes, et l'équilibre vie professionnelle-vie familiale. Les travailleurs ont désormais la possibilité de porter assistance à des membres de leur famille pendant des périodes plus longues, et peuvent opter pour un travail à temps partiel jusqu'à ce que leurs enfants atteignent l'âge de 12 ans (contre 10 ans auparavant).
<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2008/11/articles/pt0811019i.htm>

Au Royaume-Uni, également, des projets de loi sont à l'examen. Ceux-ci autoriseraient les mères à retourner au travail en transférant à leur conjoint le congé de maternité inutilisé.
<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2009/10/articles/uk0910019i.htm>

Cependant, la récession a poussé certains gouvernements à introduire des mesures qui constituent un retour en arrière par rapport aux avancées qui avaient été faites en vue d'améliorer la vie des familles. En Grèce, les mesures prises en réponse à la crise actuelle ont conduit à l'érosion des droits en matière de retraite et de pension pour les femmes actives ayant des enfants de moins de 18 ans.
<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2008/05/articles/gr0805029i.htm>

Télétravail

Le phénomène de plus en plus répandu du télétravail permet d'améliorer l'équilibre vie-travail. Toutefois, en Europe il n'existe aucun droit au télétravail. Dans les pays de l'UE, un accord-cadre prévoit un ensemble de règles «souples» et de règles «contraignantes»: «contraignantes» signifie que «vous pouvez l'obtenir si vous le souhaitez», «souples» signifie que «vous pouvez le demander, mais rien n'oblige l'employeur à accepter».
http://www.eurofound.europa.eu/eiro/studies/tn0910050s/tn0910050s_4.htm

La Hongrie possède un système souple qui encourage les travailleurs à opter pour le télétravail sur une base volontaire. Cependant, le travailleur doit demander une modification de son contrat de travail et ne peut le faire que pour des motifs familiaux. Les Pays-Bas soutiennent le télétravail en prévoyant une exonération des taxes sur le téléphone et l'internet. L'Italie, en revanche, dispose d'une législation contraignante qui impose l'inclusion de cette option dans les contrats de services publics.
http://www.eurofound.europa.eu/eiro/studies/tn0910050s/tn0910050s_3.htm

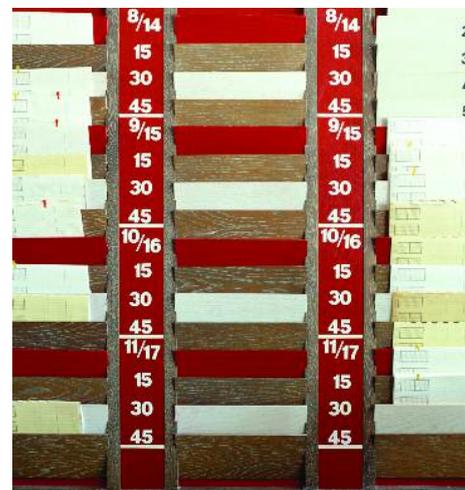
En dépit des préoccupations relatives aux coûts élevés d'installation, les gouvernements et les employeurs considèrent généralement le télétravail comme une solution positive en termes de productivité et d'emploi. Les syndicats sont quant à eux plus réservés, craignant que les télétravailleurs ne jouissent pas de la même représentation et des mêmes perspectives de carrière que les autres employés. D'autres inquiétudes concernent la longueur des heures de travail, des délais irréalistes, des problèmes de santé mentale liés à l'isolement par rapport au lieu de travail, et des effets indésirables sur la vie de famille. Aussi ironique que cela puisse paraître, les employés qui travaillent en dehors du lieu de travail ont tendance à travailler plus longtemps que sur le lieu de travail traditionnel, sans pour autant bénéficier de droits supplémentaires. La Belgique fait exception en insistant sur le fait que les employeurs doivent payer les coûts d'installation et offrir une protection spécifique aux télétravailleurs. Mais la plupart des États membres considèrent que la protection offerte aux travailleurs «standard» est suffisante. Alors, le télétravail contribue-t-il réellement à améliorer l'équilibre vie-travail? Peut-être. Des correspondants de l'EIRO affirment que le télétravail a été une solution attrayante qui a encouragé les employeurs à embaucher des travailleurs ayant des responsabilités familiales - jusqu'à ce que la récession s'amorce.

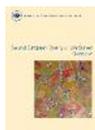
L'emploi des femmes

Lorsque les femmes en sont réduites à accepter des emplois faiblement rémunérés dans des secteurs vulnérables, la situation économique des familles devient plus précaire. En Bulgarie, par exemple, les femmes ont été contraintes d'accepter des emplois là où on leur en proposait, y compris dans l'économie informelle. Cette situation a entraîné une hausse du chômage chez les femmes, et du surendettement dans les ménages. En 2009, lors d'une réunion à Sofia, le Comité des femmes du Conseil régional paneuropéen - qui représente 89 syndicats de 43 pays et organise plus de 30 millions de syndiquées - a souligné les effets négatifs importants que cette situation pouvait avoir sur les femmes et les familles. Il a appelé non seulement à une égalisation des salaires, mais aussi à la mise en œuvre de politiques visant à garantir un équilibre décent entre vie professionnelle et vie privée.
<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2009/05/articles/bg0905029i.htm>

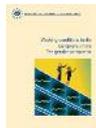
S'inscrivant plutôt à contre-courant, certains ont demandé au gouvernement allemand de supprimer les allocations octroyées aux femmes au foyer s'occupant d'enfants âgés de moins de 3 ans. Alors que la tendance était à l'aménagement du temps de travail et des congés parentaux pour favoriser la vie familiale, ces allocations ont fait l'objet de nombreuses critiques au motif qu'elles envoyaient le mauvais message et renforçaient les divisions entre les sexes en matière de participation au marché du travail. Dans une lettre envoyée en décembre 2009, des syndicats, parmi lesquels la Confédération générale des syndicats, et plusieurs groupes d'intérêts, affirmaient que ces allocations allaient à l'encontre du principe d'égalité des chances. Selon eux, il serait préférable de financer des services de garde d'enfants à temps plein à l'extérieur.
<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2009/12/articles/de0912039i.htm>

Camilla Galli da Bino

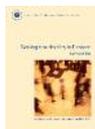




Anderson, R., Mikulic, B., Vermeylen, G., Lyly-Yrjanainen, M. et Zigante, V., Eurofound, *Second European Quality of Life Survey: Overview* (Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie: Aperçu), 2009, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0902.htm>



Burchell, B., Fagan, C., O'Brien, C., et Smith, M., Eurofound, *Working conditions in the European Union: the gender perspective* (Conditions de travail dans l'Union européenne: la prise en compte du genre), 2007, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef07108.htm>



Chung, H., Kerkhofs, M., et Ester, P., Eurofound, *Working time flexibility in European companies* (Flexibilité du temps de travail dans les entreprises européennes), 2007, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0739.htm>



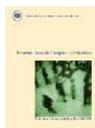
EIRO, *Addressing the gender pay gap: Government and social partner actions* (Lutte contre l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes: actions des pouvoirs publics et des partenaires sociaux), 2010, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1018.htm>



Eurofound, *Réseau de villes européennes pour des politiques locales d'intégration des migrants* (fiche d'info), 2009, http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef08105_fr.htm



Fagan, C., Smith, M., Anxo, D., Letablier, M-T., Perraudin, C., Eurofound, *European Survey on Working Time: Part time work in European companies* (Enquête européenne sur le temps de travail: le travail à temps partiel dans les entreprises européennes), 2007, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef06102.htm>



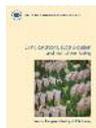
Fagan, C., Smith, M., Anxo, D., Letablier, M-T., Perraudin, C., Eurofound, *European Survey on Working Time: Parental leave in European companies* (Enquête européenne sur le temps de travail: le congé parental dans les entreprises européennes), 2007, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0687.htm>



Hanzl-Weiß, D., Vidovic H. et Sanoussi F., Eurofound, *Working poor in Europe* (Les «travailleurs pauvres» en Europe), 2010, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1025.htm>



Kotowska, I., Matysiak, A., Styr, M., Pailhé, A., Solaz, A. et Vignoli, D., Eurofound, *Second European Quality of Life Survey: Family life and work* (Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie: Vie de famille et travail), 2010, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1002.htm>



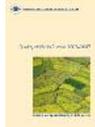
Layte, R., Maitre, B. et Whelan, C.T., Eurofound, *Second European Quality of Life Survey: Living conditions, social exclusion and mental well-being* (Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie: Conditions de vie, exclusion sociale et bien-être mental), 2010, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0988.htm>



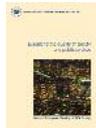
Riedmann, A., van Gyes, G., Roman, A., Kerkhofs, M. et Bechmann, S., Eurofound, *European Company Survey 2009: Overview* (Enquête 2009 sur les entreprises en Europe: Aperçu), 2010, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1005.htm>



Riedmann, A., Bielenski, H., Szczyrowska, T., et Wagner, A., Eurofound, *European Survey on Working Time: Working time and Work-life balance in European companies* (Enquête européenne sur le temps de travail: Temps de travail et équilibre vie-travail dans les entreprises européennes), 2006, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0627.htm>



Rose, R., Munro, N. et Wallace, C., Eurofound, *Second European Quality of Life Survey: Quality of life in Europe 2003-2007* (Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie: La qualité de vie en Europe, 2003-2007), 2009, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0977.htm>



Rose, R., Eurofound, *Second European Quality of Life Survey: Evaluating the quality of society and public services* (Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie: Évaluation de la qualité de la société et des services publics), 2010, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef09110.htm>



Spencer, S., Eurofound, *Equality and diversity in jobs and services: city policies for migrants in Europe* (Égalité et diversité des emplois et des services: les politiques des villes à l'égard des migrants en Europe), 2008, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0871.htm>



Watson, D., Pichler, F. et Wallace, C., Eurofound, *Second European Quality of Life Survey: Subjective well-being in Europe* (Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie: Le bien-être subjectif en Europe), 2010, <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef09108.htm>

- Alber, J., Fahey, T. et Saraceno C., *Handbook of quality of life in the enlarged European Union* (Guide de la qualité de vie dans une Europe élargie), Londres, Routledge, 2008.
- Blanchflower, D.G., Shadforth, C., «Fear, unemployment and migration» (Peur, chômage et migrations), *Economic Journal*, Vol. 119, n° 535, 2009, pp. F136-F182.
- Bohnke, P., «Does society matter? Life satisfaction in the enlarged Europe» (Quel est le rôle de la société? Satisfaction de vie dans une Europe élargie), *Social Indicators Research*, Vol. 87, n° 2, pp. 189-210.
- Bruning, G. et Plantega, J., «Parental leave and equal opportunities: Experience in eight European countries» (Congé parental et égalité des chances: expérience dans huit pays européens), *Journal of European Social Policy*, 9 (3), 1999.
- Drobnic, S., Beham, B., Präg, P., «Good job, good life? Working conditions and quality of life in Europe» (Un bon travail, une belle vie? Conditions de travail et qualité de vie en Europe), *Social Indicators Research*, Article sous presse, 2010.
- Commission européenne, *Le PIB et au-delà - Mesurer le progrès dans un monde en mutation*, COM/2009/433 final, 20 août 2009.
- Commission européenne, *Europe 2020 - Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*, COM/2010/2020 final, 3 mars 2010.
- Commission européenne, *Proposition de rapport conjoint 2010 sur la protection sociale et l'inclusion sociale*, COM(2010)25, 5 février 2010.
- Johns, H. et Ormerod P., *Happiness, economics and public policy* (Bonheur, économie et politiques publiques), Londres, Institute of Economic affairs, 2007.
- Layard, R., «Social science and the causes of happiness and misery» (Les sciences sociales et les causes du bonheur et de la souffrance), *EUI Max Weber Lecture Series*, 2008.
<http://hdl.handle.net/1814/9853>
- Lewis, J., *Work-family balance, gender and policy* (Équilibre vie professionnelle-vie familiale, dimension du genre et politiques), Cheltenham, Edward Elgar, 2009.
- Pichler, F., Wallace, C. «What are the reasons for differences in job satisfaction across Europe: individual, compositional, and institutional explanations» (Pourquoi la satisfaction professionnelle varie-t-elle en Europe: explications individuelles, collectives et institutionnelles), *European Sociological Review*, Vol. 25, n° 5, 2009, pp. 535-549.
- Pichler, F., Wallace, C., «Patterns of formal and informal social capital in Europe» (Modèles du capital social formel et informel en Europe), *European Sociological Review*, Vol. 23, n° 4, pp. 423-435.
- Scott, J., Crompton, R. et Lyonette, C., *Gender inequalities in the 21st century* (Les inégalités hommes-femmes au XXI^e siècle), Cheltenham, Edward Elgar, 2010.
- Stiglitz, J.E., Senn, A., Fitoussi, J.-P., *Rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social*, 2009. <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr>
- Wallace, C., Pichler, F., «More participation, happier society? A comparative study of civil society and the quality of life» (À participation accrue, société plus heureuse? Étude comparative de la société civile et de la qualité de vie), *Social Indicators Research*, Vol. 92, n° 2, 2009, pp. 255-274.

www.eurofound.europa.eu



La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail est un organe tripartite de l'Union européenne, dont le rôle est de fournir aux décideurs en matière de politique sociale des bilans, des données et des recommandations établis sur la base de recherches comparatives. La Fondation a été instituée en 1975 par le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil du 26 mai 1975.



Office des publications

Publications.europa.eu